

Le coup de grâce pour les classements Business de la Banque mondiale

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

17 avril 2018

Contact médias : Frédéric Mousseau, fmousseau@oaklandinstitute.org, + 1-510-512-5458

Oakland, CA - Alors que des représentants gouvernementaux du monde entier arrivent à Washington DC cette semaine pour les réunions de printemps de la Banque Mondiale, un nouveau rapport de l'Oakland Institute exhorte les États membres à porter le coup de grâce au Doing Business Report (DBR) et Enabling the Business of Agriculture (Améliorer le Climat des Affaires dans l'Agriculture - en anglais EBA). Le DBR et l'EBA font face à une crise croissante de légitimité et de confiance. Depuis l'année dernière, deux des principaux pays donateurs ont cessé de financer l'EBA; en janvier 2018, l'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Paul Romer, démissionnait après avoir exposé la manipulation politique des classements DBR au Chili, ce qui a conduit le pays à exiger une enquête sur le classement. En février, la France s'est retirée de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (abrégé en anglais NAFSN), une autre initiative pro-agrobusiness étroitement liée aux classements.

« Depuis des années, la société civile rejette ces programmes, qui conduisent à un nivellement par le bas en privilégiant l'agrobusiness au lieu des citoyens et agriculteurs », a déclaré Frédéric Mousseau, directeur des politiques à l'Oakland Institute. « Il est plus que temps pour les gouvernements des pays en développement de refuser d'être classés par les pays riches et d'obliger la Banque à terminer définitivement ces programmes ».

L'EBA ne compte plus que trois donateurs: le Département britannique pour le développement international (DfID), l'agence de développement américaine USAID et la Fondation Bill et Melinda Gates. Tous les trois sont les principaux moteurs du même agenda pro-agrobusiness que les classements de la Banque encouragent, et on mis leur pouvoir et leur influence au service des actionnaires des grandes entreprises agro-chimiques.

« Nous sommes à un moment critique – confrontés à de multiples crises autour de la faim, des ressources naturelles et du changement climatique. Plutôt que de s'attaquer à ces problèmes et d'investir dans des systèmes alimentaires durables et l'agroécologie, il est profondément troublant que les trois derniers donateurs de l'EBA continuent de privilégier l'agriculture industrielle - notamment via des partenariats avec Monsanto, PepsiCo, Walmart et bien d'autres. Nous avons besoin de changements majeurs dans la façon dont nous abordons le développement agricole et la crise climatique, mais la Fondation Gates et deux pays riches à la barre nous barrent la route ».

Ce rapport fait écho à l'appel de la campagne internationale Nos Terres Notre Business / Our Land Our Business, qui regroupe 280 organisations depuis 2014.

« Les programmes de classement de la Banque sont basés sur une mauvaise logique et ne peuvent pas être réformés », a déclaré Mousseau. « Après le retrait des bailleurs de fonds, il est temps pour les pays en développement de rejeter ces classements et de refuser d'être notés par les pays riches sur ces indicateurs biaisés ».

###

Pour plus d'informations sur la campagne Nos Terres Notre Business / Our Land Our Business, veuillez consulter : <http://ourlandourbusiness.org/fr/>

Pour en savoir plus sur l'analyse de l'Oakland Institute des programmes de classement de la Banque mondiale, veuillez consulter :

- [Les Mythes de la Banque Mondiale Sur L'Agriculture et le Développement](#)
- [Aveuglement Volontaire: Comment les Classements Doing Business de la Banque Mondiale Appauvrissent les Paysan-ne-s](#)
- [New Name, Same Game: World Bank's Enabling the Business of Agriculture](#)
- [The Unholy Alliance, Five Western Donors Shape a Pro-Corporate Agenda for African Agriculture](#)